

*Richesses,
monnaies et
politiques
économiques*

Richesses, monnaies ...

... et politiques économiques.

SOMMAIRE:

- Les actions. La Bourse. Page 3

que ces États soient des États de droit et non des états corrompus.
En ce sens **l'implication de plus en plus ferme des États de droit
semble souhaitable.**

davantage d'intérêt à vendre dans ce contexte: le prix offert est fixe, il ne dépend pas de la cote et est généralement surévalué. Par contre un écroulement de la Bourse aggraverait la situation financière du prédateur: si, avant le krach, le "raider" offre un prix alléchant pour acheter les actions d'un groupe, il doit par la suite respecter ses engagements. Si les cours s'effondrent il perd en sus la différence de valeur!

Une O.P.A., c'est quoi?

C'est une **Offre Publique d'Achat**.

Bien que cet événement soit très règlementé, cela revient à lancer à la cantonade, via les journaux et avis officiels: "A tous ceux qui possèdent des actions X, sachez que je suis prêt à vous les acheter!"

Objectif: devenir propriétaire du maximum d'actions pour prendre le contrôle de la société et y bombarder une nouvelle direction. C'est le pouvoir qui est en jeu. Pour les actionnaires, une belle plus-value est à la clé puisque, en général, l'O.P.A. se fait à un prix d'action supérieur au dernier cours de Bourse.

d) La réglementation.

La Bourse, formidable marché où s'échangent des sommes souvent supérieures à la capacité financière des pays, permet la réalisation de plus-values énormes et les tentations de profiter du système de façon plus ou moins mafieuse (délits d'initiés par exemple) sont grandes.

La **C.O.B.** (Commission des Opérations de Bourse), véritable gendarme du marché, surveille quotidiennement les transactions et n'hésite pas à enquêter lorsque les mouvements lui paraissent suspects. Il existe une répression sévère contre les délits.

Cependant le marché boursier est très complexe et imprévisible. Les meilleurs spécialistes se font souvent piéger et, parmi eux, un nombre de plus en plus important souhaite la mise en place d'une réglementation internationale plus stricte avec les moyens adéquats pour la faire respecter.

On a pu remarquer que le marché boursier ne fonctionne bien que lorsque les États sont forts et peuvent s'impliquer à tout moment avec leurs banques fédérales pour enrayer un krach. Encore faut-il

LES ACTIONS. LA BOURSE.

Pour créer ou agrandir une entreprise, il est nécessaire d'avoir une certaine somme d'argent:

- pour créer l'infrastructure de départ (locaux, machines...)
- pour le capital de départ.

Certaines personnes hésitent à engager leur argent personnel dans l'entreprise car, en cas d'échec, toutes les sommes investies seraient perdues. D'autre part, certaines sommes sont si importantes qu'il n'est pas envisageable qu'elles soient réunies par une seule personne, même par le biais d'emprunts. On va alors créer des sociétés par actions. La somme nécessaire est divisée en portions en nombre suffisant pour que leur valeur soit raisonnable. Ces portions s'appellent des **ACTIONS** et peuvent être vendues à diverses personnes physiques qu'on appelle des **ACTIONNAIRES**. Lorsque toutes les actions sont vendues, on a rassemblé le capital nécessaire. L'entreprise peut ainsi fonctionner et les bénéfices réalisés seront répartis entre les actionnaires, proportionnellement à la somme qu'ils ont investie dans les actions au départ. Ce sont les **DIVIDENDES**.

Attention! Si l'entreprise fonctionne mal, les pertes enregistrées sont également réparties entre les actionnaires qui voient la valeur de leurs actions diminuer. En cas de faillite de l'entreprise, les actionnaires peuvent même perdre tout l'argent investi.

ENTREPRISES CRÉÉES PAR ACTIONS:

* **E.U.R.L.** = Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée. Il est possible de rassembler le capital de départ à plusieurs actionnaires (Capital de départ minimum: 50 000 Francs).

Dans cette entreprise, il n'y a qu'un seul gérant. Si le gérant est le seul actionnaire, il ne peut perdre que ce qu'il a investi dans l'entreprise, par contre il ne pourra pas avoir le statut de salarié.

* **S.A.R.L.** = Société A Responsabilité Limitée. (Capital de départ

minimum: 50 000 Francs). Pour ces deux types d'entreprises, le gérant ne peut avoir le titre de salarié que s'il est minoritaire (si le total de ses actions représente moins de 50% du capital).

* **S.A.** = Société Anonyme. (capital minimum : 250 000 Francs sans appel public à l'épargne; 1 500 000 Francs si on fait appel public à l'épargne)

Les propriétaires des actions peuvent disposer très librement de celles-ci: ils peuvent les vendre, les donner... On peut même en hériter. Ceci est particulièrement vrai lorsque l'entreprise est suffisamment importante et que les actions sont cotées en BOURSE.

LA BOURSE est un marché où se côtoient l'offre et la demande et où se vérifient particulièrement bien leur influence sur la valeur d'un produit. Si un produit (ici des actions) est proposé sur le marché en quantité limitée, la demande est généralement supérieure à l'offre et les prix sont élevés. Au contraire, si le produit est abondant et s'il se trouve sur le marché en quantités supérieures à la demande, les prix baissent.

La valeur d'une action est souvent liée aux **SPÉCULATIONS** qu'on peut faire à son sujet: les actionnaires recherchent les actions qui risquent de leur procurer les meilleurs dividendes et ils cherchent à se débarrasser des actions les moins rentables. De plus, les actions qui ont de fortes chances de rapporter les meilleurs dividendes se revendent à un meilleur prix.

OBLIGATIONS:

Autres titres cotés en bourse: les obligations. Emprunt de l'Etat à plusieurs personnes. Il y a au départ un intérêt fixe garanti, ensuite les obligations sont considérées comme des titres et peuvent donc être vendues en bourse. L'inflation va faire la valeur de l'obligation.

Remboursement des obligations:

Il y a tous les ans tirage au sort d'un certain nombre d'obligations qui seront remboursées, jusqu'à ce que toutes le soient.

(les entreprises peuvent posséder des actions qui leur servent à faire prospérer leur capital; mais nous avons aussi vu que, dans les groupes, les entreprises peuvent posséder une part d'autres entreprises du groupe ou d'entreprises étrangères sous forme d'actions), les entreprises sont obligées, si elles se trouvent en difficulté, de vendre ces actions. Pour éviter la fuite de ces actions à l'étranger, les banques en rachètent la plus grande quantité. Si elles avaient investi à l'étranger (c'est le cas des financiers nippons), elles sont obligées de rapatrier leurs fonds et donc de se désinvestir des placements précédents. Pour peu que dans les pays étrangers la cotation de la Bourse soit surévaluée on assiste à une dégringolade des cours... et cela fait boule de neige!

c) Situation aggravante: les actionnaires s'endettent pour acheter des actions.

* Les ménages américains, fascinés par les perspectives de profit que leur offrait la Bourse en Asie, se sont massivement endettés (ils ont emprunté) pour acheter des actions. Le montant de l'endettement des Américains qui se sont engagés sur la Bourse atteint 5 450 milliards de dollars, soit vingt fois le budget annuel de la France!!! Si la tendance s'inverse, ils vont devoir très vite liquider leurs positions pour rembourser leurs emprunts, provoquant le terrible effet boule de neige cité plus haut. En effet, il faut savoir par exemple que les investisseurs anglo-saxons, les Américains en particulier, possèdent environ 40% de la valeur du Palais Brongniart (siège de la Bourse en France). S'ils se retirent aussi de France, la cote parisienne s'effondre car le gouvernement français n'a pas à lui tout seul (via la Banque de France) les moyens d'enrayer une crise boursière de grande ampleur.

Une bourse qui grimpe à crédit, on l'appelle une **BULLE SPÉCULATIVE** et une bulle ça finit toujours par éclater!

* Ces hésitations boursières, avec des monnaies plus ou moins surévaluées et donc faibles, tombent en même temps que les **vagues d'O.P.A.** (Voir plus loin) qui accompagnent la restructuration de l'industrie européenne. Les possesseurs d'actions d'un groupe victime d'une O.P.A. ont

toujours une origine à cette dégringolade.

Le 23 Octobre 1997, nous avons assisté à un krach boursier. Le séisme est parti de l'Asie et il couvait depuis le 2 Juillet, date à laquelle on a dévalué les monnaies thaïlandaise, philippine et indonésienne.

Il faut remonter à 1987 pour observer un krach semblable qui avait eu pour origine la dévaluation du peso mexicain. A l'époque le Mexique avait pu limiter les dégâts car son voisin américain était venu à sa rescousse. Il n'en va pas de même des pays asiatiques qui n'ont pas de voisin assez riche et à l'économie assez saine pour les sauver.

Les conditions d'une catastrophe majeure sont donc réunies. Le pire n'est pas sûr, tout au plus il est probable et même les grands spécialistes, comme le spéculateur milliardaire George SOROS qui a été partiellement pris au piège, ne se hasardent pas à des pronostics.

Mécanisme du krach:

a) dévaluation de la monnaie.

Le volume de monnaie-papier qui circule sur notre planète n'est pas en adéquation stricte avec les réserves monétaires des divers pays et il est en général plus élevé. Il est facile d'imprimer des billets (il y en a même quelques uns de faux qui viennent "gonfler" ce volume), mais les richesses d'un pays ne sont pas extensibles. Il ne faut donc pas exagérer les émissions de papier-monnaie si on souhaite être crédible. Donc, lorsque le volume de papier-monnaie n'est plus raisonnable, il faut "rééquilibrer" et cela passe par une dévaluation de la monnaie (Richesse réelle/volume de monnaie).

b) Conséquences de la dévaluation de la monnaie:

Les pays sont en principe endettés en dollars. Leurs principales entreprises également. Mais il faut rembourser ces dettes avec la monnaie nationale qui a perdu de la valeur; donc il faut déboursier davantage et la dette est beaucoup plus importante. Ces entreprises se trouvent ainsi en difficulté. Quand elles possèdent des actions

UN PROBLEME! (Source: l'Événement du Jeudi)

En 1980, le Chancelier allemand **Helmut Schmidt** énonçait un théorème qui allait devenir le fil conducteur de la politique économique européenne: "**Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain**".

Le gouvernement français adopte alors ce principe. Hélas, le chef de gouvernement allemand avait tout faux!

* Entre 1970 et 1994, les dividendes versés par les entreprises ont été multipliés par 100, passant de 2 à 229 milliards de Francs.

Cependant:

* Dans la même période, les investissements tant espérés ne sont multipliés que par 7,4 et les salaires par 8,8.

* Un tournant s'opère dans les années 1980. Entre 1981 et 1994, la masse salariale augmente trois fois moins vite qu'entre 1970 et 1980. Cet affaiblissement s'accompagne d'une croissance exponentielle du chômage qui passe de 1 à 3,3 millions de personnes, auxquelles il convient d'ajouter plus de deux millions de personnes qui ont un emploi précaire.

ESSAYONS D'Y VOIR PLUS CLAIR!

Nous assistons depuis 1981 à une restructuration des entreprises qui vise à augmenter leur compétitivité au sein d'une économie qui se mondialise. Pour cela, il faut diminuer au maximum le prix de revient des produits et des services pour permettre aux entreprises d'être bien placées sur le marché, c'est-à-dire d'offrir le meilleur rapport qualité-prix. Mission accomplie, puisque la France a produit en francs courants 2,3 fois plus de richesses qu'en 1981.

Mais la part des salaires dans ce Produit Intérieur Brut (P.I.B.) est passée de 56,9% en 1981 à 51,3% en 1994 (alors qu'elle avait progressé de 6% entre 1970 et 1981). En treize ans, les salariés ont donc perdu 5,6% du P.I.B. soit 413 milliards de Francs (moyenne de 32 milliards par an!). Or, cet argent fait partie des revenus en France. Qu'est-il devenu? L'I.N.S.E.E. ne le dit pas clairement car il n'a pas introduit les revenus du capital (revenus des actions soit par dividendes soit par spéculations) dans sa nomenclature, mais on

peut le deviner en constatant la formidable explosion financière des années 1980 et 1990.

* De plus, on a pu constater que certaines entreprises qui s'étaient restructurées en licenciant du personnel (et qui avaient ainsi vu leurs frais salariaux diminuer dans le prix de revient du produit ou du service) voyaient leurs actions progresser en cotation à la bourse.

Certains prétendent que le capitalisme est devenu populaire et que le nombre de Français possédant des valeurs cotées en bourse ont quadruplé depuis 1978. Cependant, il faut savoir que les trois quarts d'entre eux possèdent un portefeuille inférieur à 50 000 Francs (le prix d'une voiture bas de gamme!). Ce ne sont donc pas eux qui peuvent vivre des revenus de leurs placements financiers. Qui possède un portefeuille suffisant pour vivre de ses rentes? En majorité ceux qui ont pu économiser le capital pendant les **TRENTE GLORIEUSES** (de 1950 à 1980), période facile sur le plan économique.

* Si on considère la répartition du patrimoine (richesses autres que salaires) entre les Français en 1995:

- 5% des Français (les plus riches) possèdent 40% du patrimoine.

- 25% des Français (les plus pauvres) possèdent 1% du patrimoine.

Si aucune intervention extérieure ne vient infléchir ce profit galopant du capital, (le capital étant continuellement grossi par le profit), cette inégalité va s'accroître encore davantage et de façon très rapide: ce capitalisme-là, qui privilégie la rente, n'est pas celui de l'effort, de l'imagination, du mérite ni même celui du respect de l'être humain.

Par ailleurs, pour ne pas décourager les entrepreneurs censés créer de la richesse et donc des emplois pensait-on, les "actifs professionnels" ont été partiellement ou totalement exonérés de l'impôt sur la grande fortune (I.S.F.). Du coup, la législation fiscale favorise le revenu hérité au détriment de celui qui se constitue par le labeur. Les experts travaillent d'ailleurs sur l'hypothèse d'une suppression de l'exonération de la fortune professionnelle.

TENDANCE INVERSE DU PARI DE 1980:

Nous avons vu que la politique économique menée depuis 1980 favorise les détenteurs de l'argent:

- dividendes forts et taux d'intérêt élevés.

- inflation maîtrisée (l'argent ne perd pratiquement pas de valeur)

- politique fiscale favorable.

Les créanciers (ceux qui détiennent l'argent) sont avantagés au détriment des débiteurs (ceux qui doivent emprunter pour investir afin de créer des richesses et des emplois).

Il ne reste aux entrepreneurs qu'à devenir autonomes, c'est-à-dire dégager des marges de profit suffisantes pour pouvoir se développer sans emprunter, en devenant même si possible créanciers à leur tour.

Ce dégagement de marge bénéficiaire ne peut se faire que:

- en réduisant au maximum les frais de main d'oeuvre. Donc utilisation de personnel hautement qualifié et licenciement du personnel non indispensable.

Nota: depuis le début des années 1990, les entreprises se désendettent et même leur capacité d'auto-financement est excédentaire. Elle est passée de 55% en 1980 (elles devaient emprunter en moyenne 45% du capital pour se développer) à 116% en 1994 (elles pouvaient investir à l'étranger 16% en moyenne de leur capital).

* Conséquence secondaire: la perte des emplois ou la simple peur de la perte d'emploi freinent l'investissement: on garde le maximum d'argent "en cas de coup dur". Il y a une chute de la consommation qui diminue à son tour les perspectives commerciales et freine les investissements. **Voilà comment les profits d'aujourd'hui rétractent les investissements de demain et suppriment les emplois d'après-demain!**

LE KRACH

On appelle KRACH une chute brutale des valeurs boursières.

Cette baisse peut atteindre plus de 30% et entraîner des conséquences phénoménales sur l'économie mondiale. Il y a